un partenariat actif entre l'Union européenne et tous les pays riverains, assortie d'un financement substantiel, et ouvrant ainsi une porte vers le changement de scénario dont l'urgence n'est plus à démontrer.

Michel Batisse
Plan Bleu
Place Sophie Laffitte
06560 Sophia Antipolis

BIBLIOGRAPHIE

Grenon M. et Batisse M. (1989). Le Plan Bleu : avenirs du bassin méditerranéen. Economica, Paris. (en anglais : Oxford University Press).

Lanquar R. *et al.* (1995). Tourisme et environnement en Méditerranée : enjeux et prospective. Les fascicules du Plan Bleu N°8. Economica, Paris.

Margat J. *et al.* (1992). L'eau dans le bassin méditerranéen : situations et prospective. Les fascicules du Plan Bleu N°6. Economica, Paris.

Ramade F. *et al.* (1990). Conservation des écosystèmes méditerranéens : enjeux et prospective. Les fascicules du Plan Bleu N°3. Economica, Paris.

NATURE, ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE EN MÉDITERRANNÉE

Serge Antoine

Le premier réflexe des méditerranéens, surtout après les avertissements du commandant Cousteau dans les années 60, a été de protéger la mer, ce patrimoine commun, analysé comme très fragile, voire en survie. Ce fut la raison première des accords signés à Barcelone en juin 1975 par les États riverains (et la CEE). Une convention a ainsi créé le « Plan d'Action pour la Méditerranée », (PAM) seule organisation multilatérale dans cette région du monde, à vocation ouverte.

La protection des ressources « halieutiques » (traitées dans une autre organisation, le CGPM [1]) et celle des espèces d'une région dont les richesses des biodiversités en font l'une des sept grandes régions du monde s'ajoute au volet marin pour ce que l'on peut qualifier de protection de la nature.

[1] Le Conseil Général des Pêches Maritimes

La lutte contre les pollutions, la protection du littoral et de ses paysages, la lutte contre la désertification constituent le volet environnement, déjà bien inscrit dans la convention de Barcelone et qui a mobilisé les deux tiers des crédits du PAM sur la pollution maritime, les pollutions telluriques essentiellement mais pratiquement moins de 5 % pour le reste (air, eau douce, sols, déchets, paysages).

Mais parce qu'on ne peut traiter de ces questions sans remonter à l'amont, entendu non seulement comme l'arrière pays mais aussi comme l'ensemble des paramètres socio-économiques et géographiques du développement, la Convention de Barcelone, a fait une place - déjà il y a vingt ans et confirmée, à Barcelone, en juin 1995 - aux relations développement-environnement. Ce chapitre, parce qu'il concerne directement les pays de la rive sud, en pleine expansion démographique va, de plus en plus, concerner « le développement durable ». A Tunis, en décembre 1944, lors d'une conférence tenue après celle de Rio, à été proposée la création d'une « commission méditerranéenne du développement durable ». Confirmée en juin 1995 à Barcelone, cette commission devrait voir le jour à Montpellier en juillet 1996.

La protection de la nature en Méditerranée

La nature, en Méditerranée, c'est d'abord la mer : c'est par elle, patrimoine commun, que tout à commencé. Jacques-Yves Cousteau n'y est pas pour rien, lui qui a, dès la fin des années soixante, tiré la sonnette d'alarme après tant de campagnes pionnières de plongée sous-marine.

Mer morte ? Non, la Méditerranée l'est bien moins que la mer Noire, sa sœur, ou la mer Baltique. Mais c'est une mer fragile, semi-fermée, qui se renouvelle peu et dont la vitalité biologique n'est pas celle d'autres mers. Cette fragilité et, il faut bien le dire, une dégradation constatée depuis vingt ans, vient en partie seulement des navires (15 % des tankers du monde, transitant entre Suez et Gibraltar ou venant de la mer Noire), mais surtout des habitants des rivages dont les villes continuent à déverser, directement, pour près de 60 %, leurs eaux usées et des déchets. Elle reçoit des pollutions « telluriques » de fleuves dont la qualité ne s'améliore pas (le Pô, le Rhône, l'Èbre et, au sud, le Nil, qui se détériore de plus en plus et dont le débit s'étiole…).

Si on ne peut parler donc de mer morte, il faut bien dire que l'écosystème marin est atteint et menacé de dégradation. Mais peut on parler d'écosystème unique ? « Ce n'est pas une mer mais une succession de mers » (Fernand Braudel) : Mer de Byzance, mer de Syrie, mer catalane, mer barbaresque dirait-on, d'ailleurs, dans l'Antiquité avant de parler de mer Méditerranée. Il est vraisemblable que l'ouest du bassin, actuellement pollué, devrait évoluer favorablement grâce aux efforts d'épuration entrepris sur les côtes et à la discipline maritime. Mais l'est du bassin, qui connaîtra de fortes concentrations démographiques et l'intensification du trafic par le Bosphore et qui, sauf pour ce qui concerne Israël, est en retard quant à l'épuration, va sans doute connaître des dégradations. La partie de la Méditerranée la plus atteinte et la plus menacée est l'Adriatique, où s'ajoute la faible desserte en stations d'épuration et les déversements du Pô.

La coopération marine, résultant des accords de Barcelone, a porté, jusqu'ici, sur deux accords internationaux visant l'interdiction des rejets en mer, sur la création à Malte d'un centre pour la prévention des accidents de navires pétroliers et des cargaisons chimiques et sur un programme de recherche et d'assistance - trente millions de dollars en quinze ans - aux petites stations océanographiques équipées pour améliorer ces mesures.

La protection des ressources marines - la pêche fait partie de cette protection de la nature - part d'un constat : la mer n'est pas très riche, mais on pourrait, au moins, éviter la dégradation. Ce n'est pas le cas : les ressources halieutiques sont surexploitées.

Le CGPM voudrait bien améliorer sa gestion dans une région dont les ressources plafonnent (un million de tonnes de poissons pêchés pour quatre tonnes de poissons consommés dans la région) mais a du mal à gripper sur la décision politique : les méthodes de pêche hypothèquent son capital et l'aquaculture n'est, hélas, que naissante ou installée sans précaution.

Les forêts qui, autrefois, bordaient le bassin sont aujourd'hui si menacées par les incendies au nord, par les prélèvements en bois de chauffage ou les surpâturages au sud, que les scénarios les plus probables font état, pour 2025 d'un risque de réduction d'un quart des surfaces. Pour ce qui concerne les incendies, les surfaces brûlées ont été (moyenne 1980 - 1985) de 620 000 hectares dont 40 % en Espagne (248 000 hectares). [2]

[2] Henri Marchand (dir.), *Les forêts méditerranéennes*, 1990 Economica.

La biodiversité de la région, qui est l'une des plus significative au monde, est menacée : pour les seuls oiseaux, l'estimation du risque est, en moyenne, par pays, la disparition de dix à trente espèces. Les deltas et les zones humides de la Méditerranée sont parmi les espaces les plus fragiles. La flore terrestre est riche de quelques 25 000 espèces, dont plus de la moitié est endémique.

L'action, au niveau du bassin méditerranéen, est encore faible mais elle a abouti à la création, depuis vingt ans, d'une cinquantaine de parcs et de réserves (au moins ceux qui sont sérieusement gérés par un réseau de responsables Med pan et, pour les zones humides, d'un réseau Med wet).

Le phoque moine qui a disparu depuis 1972 de tout le bassin occidental est devenu le symbole d'une protection qui est surtout abordée sous l'angle des aires protégées (avec un centre à Turin).

L'environnement

Peut on réellement protéger la nature sans avoir de politique et d'action d'environnement ? Non, bien sûr, et c'est pourquoi le Plan d'Action pour la Méditerranée s'efforce de stimuler et de cordonner des politiques qui, bien évidemment, relèvent d'abord des États et sont donc très inégales.

Les pays du nord, d'abord la France, puis l'Espagne, ont monté des politiques nationales cependant que l'Italie, pour une bonne part, conduisait des actions au niveau des régions. Israël a, depuis vingt ans, prit une place de leader. D'autres pays ont, comme la Tunisie ou le Maroc, tenu une place appréciable. Plus difficile a été, du fait des guerres, celle des pays de l'ex-Yougoslavie, du Liban, de l'Algérie, ou de pays dont le revenu est faible et l'argent public rare.

La lutte contre la pollution est, d'abord, celle de l'assainissement pour l'eau, aussi celle contre la pollution de l'air pour les villes dont la climatologie est un handicap (Athènes, Milan, Turin, Ankara, Damas, le Caire). La croissance des déchets domestiques est un problème de plus en plus sérieux, là où la démographie explose (cas du Caire, par exemple, ou d'Istanbul). S'y ajoutent les pollutions industrielles, peu contrôlées jusqu'ici, et dont on trouve des concentrations en Égypte, dans le Golfe de Gabès et, aussi, à Casablanca.

La lutte contre les pollutions a été abordée par le PAM, à ce jour, essentiellement pour les pollutions marines et les pollutions telluriques : peu de chose à part des « ateliers d'échange et de formation » sur l'air ou l'eau douce ; peu de chose sur les risques majeurs, sur les énergies renouvelables, sur les paysages. La protection du littoral prend une place accrue, poussée par l'expérience française du Conservatoire du Littoral.

Mais chacun sait, aujourd'hui, pour la prévention des pollutions, que les batailles doivent être prises plus en amont, à l'origine même des activités humaines et pas seulement là où se trouve la mer et le littoral. Mais peu nombreux sont ceux qui savent que la qualité de l'air, venant de l'Europe industrielle, principalement, mais bientôt, de plus en plus, du sud aussi, est pour beaucoup (près de 50 %) dans le dépôt de métaux lourds, plus dangereux que la pollution biologique côtière.

Le Développement durable

Nature ou environnement ne peuvent être protégés ou traités que si l'ensemble des activités socio-économiques est pris en considération de même que la stratégie d'aménagement géographique. Cela est vrai de pays de croissance modérée et disposant de moyens d'intervention et de ressources. C'est encore plus vrai pour une région du monde où les inégalités sont très fortes et, surtout, où la démographie connaît, depuis trente ans, une explosion qui n'a pas fini de provoquer des ruptures et des effets déséquilibrants.

Un centre de recherche et d'évaluation prospective, le Plan Bleu, installé en France, est à l'origine des premiers travaux à des horizons 2025 - 2050. Faisant partie du PAM, il est aussi susceptible d'être le bras séculier de la Commission méditerranéenne du Développement durable dont il a été question au début de cet article. L'ouvrage principal - le Plan Bleu - date de 1988 et a été complété par une série de fascicules produits, à raison d'un ou deux par an, sur les grand chapitres de cet avenir méditerranéen si préoccupant.

La donnée majeure, dans cette région, comme dans d'autres, d'ailleurs, du Tiers-Monde ou proches de lui, est la démographie. La population explose : 200 millions d'habitants en 1950, 300 millions en 1965, 450 en 2000 et, sans doute, près de 550 en 2025[3]. Au delà, vers 2100, la population sera peut être stationnaire, mais avec 600 ou 700 millions d'habitants malgré la baisse, partout, de la fécondité. En 75 ans - durée moyenne de vie d'un être humain - la population aura crû de 350 millions et pratiquement doublé !

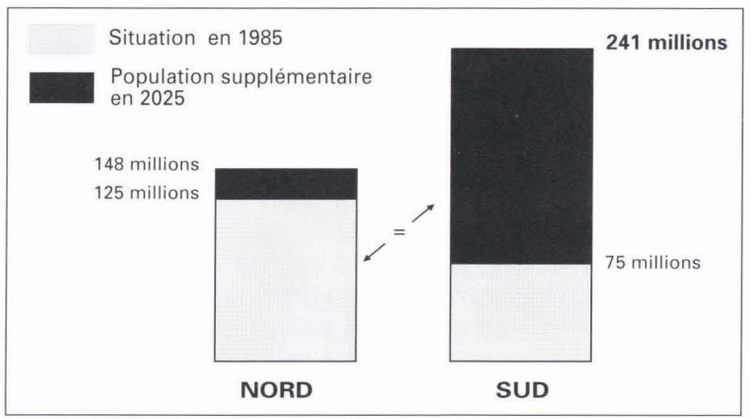
[3] Alors autant que les États-Unis et l'ex-URSS réunis

Entre le sud et le nord se marque l'une des frontière les plus contrastées du globe. En 1950, le nord de la Méditerranée représentait les deux tiers de la population ; en 1985, la moitié ; en 2025, il n'en formera plus que le tiers et on s'acheminera ensuite vers le quart en 2050.

Le contraste par le nombre se double à celui des âges : 45 % de jeunes de moins de quinze ans au sud contre moins de vingt cinq au nord, avec des conséquences pour le dynamisme mais aussi pour l'emploi. Entre 1985 et 2025 le nombre des actifs potentiels croîtra de 6 millions au nord (de 125 à 131) et de 135 millions au sud (de 90 à 230). Nous sommes ici dans l'une des perspectives les plus dures pour les gouvernements des États méditerranéens. Chaque année, le nombre de nouveaux demandeurs d'emploi en Égypte est de l'ordre de 500 000. Tout le problème de l'immigration est là : ou le Sud et l'Est trouveront, en eux mêmes, des espoirs de développement, ou la pression sera si grande que la migration apparaîtra comme une solution, mais pour où ? Le temps n'est plus où les Turcs pouvaient trouver leur Allemagne. Tout cela devrait conduire le Nord à se préoccuper davantage d'un développement endogène dans le sud et l'est du bassin.

Quelques données fortes pour la durée longue

Malgré la baisse du taux de fécondité constatée et probable pour les prochaines décennies, les chiffres de 620 millions en 2050 et 700 millions en 2100 risquent d'être atteints. La population des villes risquent de tripler dans les États du sud et, au total, près de 200 millions d'urbains supplémentaires en trente ans ! Le double de toutes les villes actuelles



Source : Plan Bleu

La croissance de la population urbaine sera surtout littorale (environ 80 %) ; c'est la "littoralisation" : une pression énorme vers la mer.

L'agriculture (et le monde rural) ne constituera plus un réservoir d'expansion ; à titre de référence, elle occupe moins de 5 % de la population active en France et l'on risque de tendre, en Méditerranée, vers 2025 ou 2050 vers des chiffres de 10 à 15 % (le Maroc et la Turquie ont encore un taux de 50 %, la Grèce et l'Algérie de moins de 25 % déjà, et seule la Syrie a une part de l'agriculture dans le PIB de plus de 35 %.

Tout ce qui est calculé à l'horizon 2025 par rapport à 1995 - sauf le niveau de vie, hélas - se trouve multiplié par deux, trois, quatre ou même cinq. Il en est ainsi pour le trafic aérien qui risque de doubler d'ici 2005 déjà. Il en est ainsi de l'automobile (16 millions en 1965, sans doute près de 175 en 2025), ou des engrais, qui quintupleront. Plus explosive encore est l'image d'une croissance supposée calquée sur les chiffres actuels calculés par tête du nord de la Méditerranée si, en 2025 par exemple, tous les pays de le région s'alignaient sur la France et sur l'Italie pour leur consommation de viande, l'autosuffisance supposerait une augmentation des productions d'un facteur de 20 pour le Maghreb. Un grand nutritionniste tunisien, M. Khallal, a observé des tendances qui vont vers cet appétit en déstabilisant les équilibres locaux et les cultures endogènes.

Dans cette région où la mer est si bleue et le climat si tempéré, où les souvenirs décantés de l'histoire sont si forts et les cités autrefois synonymes d'équilibre et de taille si humaine, ces changements d'échelle sont le premier choc du futur.

L'ampleur de l'urLanisation est déjà et sera dramatique. La croissance urLaine sera si vive, que/d'ici 2030, les citadins supplémentaires seront, selon les scénarios du Plan Bleu, entre 200 et 240 millions, soit autant que ceux des villes actuelles de tous les états méditerranéens, construites depuis des millénaires. S'y ajoutent, l'été, les touriste internationaux (70 millions en 1990,150 ou peut-être 200, soit près de trois fois plus, en 2025).

Le taux d'urbains tendra presque partout à 70 % puis à 80 %. La vraie différence pour les villes des rivages nord et sud sera celle des rythmes: cinq fois plus rapide au sud qu'elle ne l'a été autrefois, entre 1800 et 1950, en Europe. La progression urLaine qui a pris, au nord, plus d'un siècle à se faire par une urbanisation mal maîtrisée, sera réalisée en vingt ans au Sud et à l'Est du bassin, dans des conditions encore plus difficiles (Pensons à l'agglomération d'Istanbul dont la population croit chaque année de 400 000 habitants!). Ce qui faisait la caractéristique du monde méditerrancen - l'équilibre entre petites et moyennes cités - va sans doute disparaître avec les mégalopoles et leurs banlieues.

Quant à l'énergie[4], entre 1970 et 1985, la croissance de la consommation a été en moyenne de 2,8 % par an pour les pays du Nord (avec, il est vral, une polltlque intéressante d économie d énergie) et (dir.), *Énergie et* de 7,2 % pour ceux du Sud. Dans trente ou quarante ans, les pre- miers auront peut-être réussi, en moyenne, à stabiliser leur consommation, eux qui affichent la croissance zéro du CO2 à l'heure d'une planète soucieuse des gaz à effet de serre. Que feront ceux du Sud, dont la consommation est appelée à croître de quatre à cinq fois ?

[4] Cf. Michel Grenon (dir.), *Énergie et environnement en Méditerranée,* 1994

Aujourd'hui, les pays du Nord consomment l'équivalent de 480 millions de tonnes de pétroles et ceux du Sud 130 millions. En 2025, ces chiffres devraient atteindre respectivement 580 à 790 millions de tonnes et 315 à 700 millions selon les scénarios. L'électrification continuera, sans doute, à aller de pair avec l'urbanisation et l'industrialisation. Ainsi, la consommation électrique du Nord passerait de 740 TWh en 1985 à 1380 à 1880 Twh en 2025; dans le Sud, les chiffres, pour la même période, seraient respectivement de 130 Twh et 400 à 1000 Twh. L'éventail des scénarios est ici très large. Si aucune mesure n'est prise, il faudra construire un grand nombre de centrales thermiques, la plupart sur le littoral. Quand on considère le linéaire côtier du Maroc à la Turquie, un tel développement pourrait aller jusqu'à demander la construction d'une usine tous les vingt kilomètres en moyenne.

La politique énergétique est un problème à prendre de front. De plus, ce que l'on peut recommander, à ce stade, est l'interconnexion des réseaux énergétiques, basés sur le gaz naturel et l'électricité et le développement des énergies renouvelables.

Le Sud, c'est probable, prendra - la démographie aidant - plus de poids; l'écart se réduira sans nul doute pour toute une série d'indicateurs. En 1985, le Nord « pesait >> 80 % pour l'acier, la consommation d'énergie, l'accueil des touristes, le trafic des aéroports. Demain les chiffres seront différents. Mais cela veut-il dire que le Sud aura « rattrapé le Nord » ? Quel sens a une telle qualification ? Pas plus que celui, vécu, du PIB. Surtout si, en comptabilité patrimoniale, on chiffre bien les effets pervers ou les prélèvements sur le capital que représentent les atteintes à l'eau, au sol, au climat et à la nature.

L'eau est un obstacle encore plus grand au développement. Les terres agricoles utilisent, quant à elle, 80 % (et dans l'avenir 60 puis 40) des disponibilités pour 16 millions d'hectares à irriguer. Or, à l'avenir on estime la croissance probable à 11 millions d'hectares, nécessitant 110 milliard de mètres cubes d'eau par an. Même en tenant compte des économies possibles, pour l'eau (de l'ordre de 30 %), le développement agricole se heurtera donc à la ressource en eau. En ville, en l'an 2025, l'augmentation attendue de consommation

serait de 400 % au sud et à l'est. Globalement cinq pays utilisent déjà l'eau au dessus de leur capacité/il seront sept ou huit dans vingt ans[5].

Il faut aussi parler du sol menacé de désertification et de la régression des surfaces cultivables des plaines agricoles littorales, si étroites dans la région. La perte des sédiments productifs est évaluée à 300 millions de tonnes par an. Le tiers des terres cultivées dans le bassin est touché par l'aggravation de l'érosion. L'insuffisante maîtrise des techniques d'irrigation, l'intensification agricole dans le ,s~d et l'ist, la salinisation, les pratiques culturales nouvelles sont autant de facteurs aggravants. S'y ajoute la consommation de terres pour l'habitat l'industrie et les routes, souvent de manière bien désordonnée.

[5] Jean MARGAT (dir.), *L'eau dans le bassin méditerranéen*, 1992, Economica

Le littoral lui-même constitue également un facteur limitant: 46 000 kilomètres de côtes, déjà encombrées pour plus du tiers. D'ici à 2025, le tourisme, l'urLanisation et l'industrie pourrait bien soustraire à la nature et '< miter » quelques 3 000 à 4 000 kilomètres supplémentaires de côtes, dont plus de 15 000 le sont déjà irrémédiablement. Le naturel se réduit comme une peau de chagrin et on pourrait même assister à des reflux touristiques là où la côte a été trop bétonnée ou mitée.

Les marges de liberté dont disposent les pays pour engager un véritable "développement durable" sont étroites.

Certes, il est des domaines où l'on peut changer le cours des choses. Par exemple, celui de la protection des espaws littoraux. Pour le seul tourisme selon les politiques, on « consommera », dit-on, 1 000 à 1 500 kilomètres carrés supplémentaires d'espace littoral. Mais rien n'est inévitable. Pour maintenir le plus possible d'espace naturel, on peut jouer sur << l'aménagement en profondeur », la multipropriété, la multilocation, l'étalement des vacances. Il dépend de la volonté des pays que de larges étendues côtières soient effectivement soustraites aux constructions « en dur » et qu'elles soient conservées naturelles. Sait-on qu'en France, par exemple, l'État a fait acheter, en quinze ans par un Conservatoire du Littoral, inspiré du *National* Trust anglais, quelque 12 % de côtes méditerranéennes pour les garder à l'état de nature ? La Tunisie vient de créer son Conservatoire du Littoral et un réseau méditerranéen d'institutions de protection littorale est en bonne voie.

Bien d'autres exemples illustrent l'importance relative des marges de liberté dont disposent les États.

Prenons encore un autre exemple, celui de l'urbanisation, il sera difficile d'éviter qu'elle n'atteigne en moyenne, avant l'an 2050, un taux de 80 %. Mais rien n'est joué sur la manière dont cette formidable croissance (200 à 240 millions de citadins supplémentaires) se répartira entre les petites villes et les moyennes, celles importantes

mais maîtrisables, de moins de 500 000 habitants, et les grandes métropoles. Selon les politiques adoptées et les efforts consentis, la part de la croissance de ces dernières pourrait être de 50 % ou bien de 20 % seulement.

Il est d'autres domaines où les marges de liberté sont encore plus faibles : c'est le cas du réchauffement des climats de 1 à 3 degrés pourle prochain demi siècle et le risque de voir le niveau de la mer s'élever, peut être d'un mètre. Cela certes ne serait pas la première fois puisque le niveau a déjà crû de 120 mètres à la fin du glaciaire et encore de 5 à 6 mètres au début du néolithique. Mais concrètement les risques sont grands pour Venise, la Camargue ou le Delta du Nil et le coût de la prévention, comme c'est le cas aux Pays Bas, s'ajouterait aux charges des États méditerranéens…

Alors que la consommation d'énergie triplera (principalement au Sud) de 1995 à 2030, la quantité de monoxyde de carbone émise pour la région passerait selon les cas, de 90 millions de tonnes à 220, avec un scénario « tout gaz », ou à plus de 500, avec un scénario « tout charbon ». Même là, les choix ne sont pas indifférents.

Le budget du PAM mobilise un budget de 6 millions de dollars financé par les États au prorata de leur PNB ainsi que par l'Union Européenne.

Ce que pourra étudier la Commission Méditerranéenne de Développement Durable n'est pas l'évolution linéaire ou tendancielle déjà examinée par le Plan Bleu, mais les marges de liberté dont disposeront les États et les coûts des différentes politiques sur le long terme. Et par dessus tout, cette Commission devra « boucler » chacun des chapitres pris isolément pour les relier en système. Il serait illusoire de lui demander un bouclage total, un peu à la manière dont le MAB l'avait fait pour l'analyse de la ville de Rome ; mais au moins pour quelques parties du système. Il sera évident de choisir, comme le propose le doyen El Hili, les îles dont on peut plus facilement analyser les entrées et les sorties. Mais on pourra aussi aborder l'eau, l'irrigation, les productions agricoles, l'utilisation de l'espace.

La région méditerranéenne pourrait être pour le Monde un exemple par l'analyse que l'on peut faire d'un développement qui, ici, se heurte à de nombreuses contraintes dans les relations durables que les générations ont mis des millénaires à construire avec leur environnement.

Serge Antoine
Président du Comité 21
11 bis rue Portalis
75008 Paris